

Elevages
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 30/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EARL UNVOAS

MEZOMEUR
22140 Coatascorn

Références : GMJL-2025-09-24-1
Code AIOT : 0005522062

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2025 dans l'établissement EARL UNVOAS implanté MEZOMEUR 22140 Coatascorn. L'inspection a été annoncée le 02/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Plan pluriannuel de contrôle 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL UNVOAS
- MEZOMEUR 22140 Coatascorn
- Code AIOT : 0005522062
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'EARL UNVOAS exploite un élevage avicole ainsi qu'un élevage porcin. Les deux ateliers étaient exploités (en co-exploitation) sous deux entités juridiques distinctes jusqu'en 2024 : l'atelier volailles par la SARL UNVOAS, et l'atelier porcin par le GAEC DE MEZOMEUR. Une visite d'inspection a eu lieu sur les deux ateliers. Le présent rapport concerne l'atelier volailles, autorisé pour 76 470 emplacements. La visite de l'atelier porcin est traitée dans un rapport distinct.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Fertilisation
- Fuite dans le milieu
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Bilan des constats hors points de contrôle :

Les poulaillers ne contenaient pas d'animaux le jour de la visite d'inspection. L'exploitant souhaite arrêter l'atelier volailles et a indiqué avoir fait partir le dernier lot 15 jours auparavant. Il conservera uniquement l'atelier porcin. Le devenir des poulaillers n'est pas encore connu.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites	Proposition de délais ⁽¹⁾
4	Notification des changements du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d	Demande d'action corrective	12 mois
7	Défense interne contre l'incendie (extincteurs)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	2 mois
10	Compteur d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Demande d'action corrective	15 jours
11	Suivi de la qualité des eaux	Arrêté Préfectoral du 29/11/2022, article 6	Demande d'action corrective	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4.2
2	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 29/11/2022, article 1
3	Bordereaux de transfert d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
5	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
6	Défense externe contre l'incendie (DECI)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
8	Installations électriques et registre des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
9	Forage	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, Annexe II – 3.3.4

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le plan d'épandage n'est pas à jour (+ 10 ha SAU). La DECI est présente (réserve souple) mais n'est pas référencée par le SDIS 22. Le compteur d'eau n'est pas relevé tous les mois. L'analyse annuelle de la qualité des eaux du forage (< 35 m) ne comprend pas tous les paramètres réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration annuelle des flux d'azote

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4.2
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse

Prescription contrôlée : PAR 7 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricoles située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.
Constats : Deux dernières années culturales considérées pour le présente inspection : 2022-2023 et 2023-2024. Les DFA sont correctement renseignées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2022, article 1
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales
Prescription contrôlée : PRODUCTION ANNUELLE AUTORISÉE : Poulets légers : 542 619 Azote : 11 395 uN/an
Constats : PRODUCTION ANNUELLE : Poulets légers 22-23 : 306 974 Poulets légers 23-24 : 290 750 Azote 22-23 : 6 446 Azote 23-24 : 6 106
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Bordereaux de transfert d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
Prescription contrôlée : Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.
Constats : Les bordereaux sont correctement remplis et signés. Les quantités d'azote renseignées correspondent aux DFA.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Notification des changements du plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d

Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.</p> <p>La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.</p> <p>Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.</p> <p>Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour l'atelier volailles, l'exploitant (ex SARL UNVOAS) transfère la totalité de ses effluents (pas de terres).</p> <p>Sur les deux dernières années culturales, la SARL UNVOAS a cédé ses effluents uniquement au GAEC DE MEZOMEUR, contrairement au plan d'épandage autorisé qui contient 4 prêteurs (dont le GAEC DE MEZOMEUR pour 4250 uN/an) ainsi qu'une reprise par le prestataire HUON. Cependant l'élevage de volailles étant en sous-production par rapport à la situation autorisée, la quantité d'azote transférée au GAEC DE MEZOMEUR en 2022-2023 a respecté le plan d'épandage (4284 uN), avec un stock de fin sur la SARL UNVOAS. En 2023-2024, 6174 uN ont été transférées au GAEC DE MEZOMEUR. D'après la DFA et le cahier de fertilisation de celui-ci, l'équilibre de fertilisation est tout de même respecté.</p> <p>L'exploitant ayant pour projet d'arrêter l'atelier volailles, le plan d'épandage commun aux deux ateliers sera à mettre à jour.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Déposer un dossier de mise à jour du plan d'épandage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 5 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, Emission d'ammoniac
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a correctement renseigné ses émissions sur GERE pour 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Défense externe contre l'incendie (DECI)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. [...] Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Constats : DECI présente et installée (réserve souple de 180m3). Cependant, elle n'est pas référencée par le SDIS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Contacter le SDIS 22 afin de s'assurer de leur connaissance de la DECI et de son référencement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Défense interne contre l'incendie (extincteurs)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. [...] Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. [...]
Constats : Des extincteurs sont présents, notamment à côté de chaque tableau électrique. Cependant, leur vérification périodique n'est pas mise en place.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre en place la vérification périodique des extincteurs avec un prestataire compétent.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Installations électriques et registre des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques [...] sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques [...] et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
Constats : L'exploitant n'emploie pas de salarié. Il a présenté une facture de maintenance électrique datée du 30/04/25. L'exploitant dispose d'un plan des zones à risque et des FDS des produits présents sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Forage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II – 3.3.4
Thème(s) : Élevage, Protection tête de forage
Prescription contrôlée : 3.3.4 - La protection de la tête Quelle que soit la destination de l'ouvrage, la protection de la tête du forage assure la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire et doit empêcher les infiltrations. Les eaux de ruissellement sont évacuées vers l'extérieur de l'ouvrage par des caniveaux. La protection de la tête du forage comprend une « dalle de propreté », en béton de 3 m ² minimum, centrée sur l'ouvrage, et de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage. La tête de forage est fermée par un regard muni d'un couvercle amovible fermé à clé, scellé sur la margelle et s'élevant au moins à 0,50 m au-dessus du terrain naturel. L'ensemble limite le risque de destruction du tubage par choc accidentel et empêche les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate de l'ouvrage.
Constats : Un forage est présent, situé à moins de 35 m des bâtiments d'élevage (dérogé). La tête est correctement protégée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Compteur d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.
Constats : Le forage dispose d'un compteur d'eau général. Il est relevé environ tous les 3 mois.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre en place un relevé mensuel du compteur d'eau général du forage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 11 : Suivi de la qualité des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2022, article 6
--

Thème(s) : Élevage, Dispositions générales

Prescription contrôlée :

Le suivi de la qualité des eaux prévu par l'arrêté du 15 avril 2021 doit être réalisé notamment en zone côtière et pour les forages concernés par une dérogation de distance, pour l'ensemble des paramètres définis.

Constats :

L'exploitant a présenté un rapport d'analyse de l'eau du forage, dont le prélèvement est daté du 19/05/25. Cependant, seuls les paramètres bactériologiques ont été analysés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
--

A partir de la prochaine analyse annuelle, faire analyser tous les paramètres réglementaires, y compris chimiques (nitrates, pH).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 12 mois
--